

WILLIAM RENO

LA « SALE PETITE GUERRE » DU LIBERIA

MALGRÉ UN CONTEXTE RÉGIONAL PLUS FAVORABLE, L'OPPOSITION ARMÉE À CHARLES TAYLOR N'A PAS ÉTÉ CAPABLE D'OBTENIR DES RÉSULTATS TANGIBLES SUR LE TERRAIN. LA RAISON D'UN TEL ÉCHEC N'EST PAS SIMPLEMENT DUE AUX CONDITIONS INTERNES DU CONFLIT MAIS ÉGALEMENT À UN CONTEXTE INTERNATIONAL QUI A CHANGÉ DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 1990.

Les forces du Lurd (Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie) menacent le gouvernement du président libérien Charles Taylor. Issu de l'unification formelle, en février 2000, d'une coalition de divers groupes, le Lurd rassemble pour l'essentiel deux factions de l'ancien Ulimo (Mouvement unifié pour la démocratie au Liberia) qui combattirent le NPLF (Front patriotique national de libération du Liberia) de Charles Taylor pendant la guerre civile de 1989-1996. Des combats, dès 1999, avaient précédé leur regroupement en une seule organisation. Les combattants du Lurd parvinrent ensuite à contrôler des territoires dans le nord-ouest du pays en juillet 2000. Leurs forces lancèrent une autre offensive en novembre 2001 et, à la mi-2002, le porte-parole du Lurd et des responsables gouvernementaux libériens affirmaient que des troupes du mouvement insurgé avaient attaqué à 25 kilomètres seulement de Monrovia.

Cependant, après plus de trois ans de combat, le Lurd n'a pas été capable de contrôler un territoire important ni d'attirer beaucoup de recrues. Il ne présente pas de programme politique clair au-delà du renversement de Charles Taylor – objectif par rapport auquel (au moment de la rédaction de cet article) il n'a guère progressé¹. Ces échecs sont d'autant plus notables qu'il bénéficie

1. Les discussions avec des membres et des associés du Lurd n'ont pas réussi à faire apparaître de programme politique au-delà de l'admiration pour les réalisations d'autres dirigeants ouest-africains comme Jerry Rawlings du Ghana. Certains mentionnent les sites Internet de la diaspora libérienne aux États-Unis comme source d'information politique. La plupart se révèlent non informés de, ou non intéressés, par les rapports des Nations unies ou d'organisations non gouvernementales (ONG) au sujet du Liberia, sinon ceux qui critiquent le comportement du Lurd sur les droits de l'homme.

d'un soutien logistique et matériel du gouvernement de Guinée² et de contacts avec des conseillers britanniques stationnés dans la Sierra Leone voisine. Et l'on peut s'étonner des déclarations périodiques du gouvernement libérien sur la présence des rebelles du Lurd aux portes de la capitale, suivie de leur disparition mystérieuse, sans qu'ils cherchent apparemment à consolider leurs succès.

L'inefficacité militaire et politique du Lurd est révélatrice d'une évolution plus vaste quant aux capacités et à l'organisation des insurrections cherchant à renverser les dirigeants d'États « faillis » (*failed states*). Ces insurrections exploitent des ressources – « diamants de guerre », négoce avec des réseaux clandestins, pillages, nouveaux circuits de trafic d'armes – qui contribuent à leur survie. C'est un fait maintenant bien connu, qui a été médiatisé par des campagnes comme celle menée contre les « diamants du sang ». Une évolution similaire vers la prédation comme ressource des dirigeants d'États tels que le Liberia est également importante. Ces dirigeants utilisent des techniques identiques pour contrôler des États souverains et internationalement reconnus qui sont un paravent pour leurs réseaux personnalisés. Derrière la façade étatique, ils ont intérêt à miner les institutions formelles de l'État. Comme nombre de rebelles (et à l'instar d'anciens dirigeants), leur système de pouvoir personnel n'est pas fondé sur la légitimité populaire mais sur le contrôle des marchés et des moyens de manipuler l'accès par d'autres aux ressources que ces marchés engendrent. L'effondrement de l'État crée un contexte qui aide à expliquer pourquoi des institutions hiérarchiques et des déclarations programmatiques fortes restent rares dans certaines insurrections et certains régimes, dès lors que les uns et les autres recherchent le pouvoir à travers le contrôle des réseaux commerciaux personnalisés qui ont remplacé l'État déliquéscent.

Si des dirigeants comme Charles Taylor ressemblent à des rebelles comme ceux du Lurd, pourquoi Taylor est-il arrivé au pouvoir alors que le Lurd semble, lui, incapable d'y parvenir dans un avenir proche ? La réponse doit être cherchée dans les modifications des attitudes internationales envers les conflits prédateurs, qui ont rendu cette méthode de prise du pouvoir plus difficile. Taylor, par exemple, était le chef de la plus importante faction existant dans le Liberia de la guerre de 1989-1996 parce qu'il était capable d'exploiter les diamants, et d'autres ressources commerciales de la région, sans rencontrer d'opposition efficace de la part des autorités étrangères, particulièrement de responsables d'États non-africains. Sa capacité à rompre les engagements qui lui déplaisaient et à l'emporter sur ses rivaux avait fini par convaincre les autorités étrangères d'accepter sa revendication de souveraineté.

Mais, désormais, les militants internationaux des droits de l'homme et les gouvernements étrangers sont plus prompts à imposer des critères de

comportement aux autorités gouvernementales et aux rebelles dans les conflits où les protagonistes utilisent le contrôle du commerce clandestin dans leur lutte pour le pouvoir, dans un contexte où les institutions étatiques sont faibles ou « faillies ». Cela est d'autant plus vrai après le 11 septembre, qui a rendu les États-Unis et les gouvernements de l'Union européenne plus soupçonneux quant aux possibles liens avec le terrorisme international des partenaires d'affaires des rébellions. D'autre part, les dirigeants des États puissants et des organisations internationales réagissent à l'accroissement du désordre dans les parties marginales de l'économie mondiale depuis la prise de pouvoir effective par Taylor – en République démocratique du Congo, en République centrafricaine et en Côte d'Ivoire par exemple – en insistant davantage sur la protection des régimes en place comme remparts contre l'effondrement des États, à condition que ces régimes puissent maintenir les contacts avec les investisseurs étrangers, qu'ils s'engagent à réglementer l'accès à leur territoire et qu'ils contrôlent leurs propres agents (ou laissent des « conseillers » étrangers s'en charger s'ils ne sont pas en mesure de le faire). Taylor lui-même fait l'objet d'une condamnation internationale de plus en plus forte pour son rôle personnel dans le financement et la protection d'insurgés dans certains États voisins, même si ceux qui le critiquent doivent tenir compte du fait que ses opposants risquent fort d'adopter le même comportement au cas où ils arriveraient au pouvoir. Pire, le renversement de Taylor pourrait provoquer un retour à une guerre semblable à celle de l'épisode 1989-1996, où de nombreuses factions se sont affrontées avec comme seul objectif de piller, entraînant de ce fait instabilité et mouvements de réfugiés dans la région.

Ces facteurs globaux-internationaux présentent des obstacles considérables à la transformation du Lurd en une alternative viable aux réseaux prédateurs que Taylor contrôle, même si le mouvement insurgé peut se doter d'une organisation intérieure plus efficace. De plus, le Lurd recrute ses responsables au sein d'une catégorie d'experts qui a changé. Après près de vingt ans de graves affrontements civils, de guerre et d'effondrement économique, les cadres, qui formaient naguère les noyaux organisationnels des rébellions du xx^e siècle – étudiants, spécialistes ayant reçu une formation militaire, cadres « modernes » voyant dans les régimes en place un obstacle à leurs ambitions –, sont plus rares encore qu'ils ne l'étaient lors de l'invasion du NPLF de Taylor en 1989. Ainsi, Taylor a pris le pouvoir alors que les organisations prédatrices étaient encore

2. « Rebels vs Rebels », *Africa Confidential*, 22 février 2002, p. 5, confirmé par les entretiens menés par l'auteur. Voir également l'article de M. McGovern dans ce dossier.

susceptibles de convaincre les étrangers qu'elles pouvaient nommer les dirigeants d'États souverains parce qu'elles avaient conquis la capitale de l'État. L'attaque initiale de Taylor en 1989-1990 lui a valu le soutien de nombreux militants qui pensaient qu'une alternative viable au régime corrompu de Samuel Doe était possible. Beaucoup de ces militants sont maintenant réticents à rentrer d'exil. Ces évolutions donnent à Taylor un avantage relatif que le Lurd a du mal à renverser.

LES POSSIBILITÉS DU LURD

Indépendamment des préférences des gouvernements étrangers, les revendications populaires devraient être le moteur des insurgés libériens. Même si Taylor a été élu avec trois quarts des voix lors des élections présidentielles de 1997, sa « popularité » résultait de la menace qu'il faisait planer d'un retour à la guerre s'il n'entrait pas au palais présidentiel. L'intimidation demeure un trait central de sa politique. Depuis son élection, son principal rival au sein du NPLF a été tué dans des circonstances mystérieuses. Son vice-président est mort après s'être plaint auprès du président libyen du détournement de l'argent envoyé à Taylor. Son vice-chef de la Sécurité nationale est mort, puis, dans un donjon du palais présidentiel, le principal responsable de la Sécurité. Son ministre des Sports, qui fut pendant la guerre chef d'une milice affiliée au NPLF, a été tué dans un « accident », tout comme le chef de la police. Des opposants politiques, des journalistes et des militants des droits de l'homme ont connu le même sort, tandis que d'autres ont choisi exil.

Si les attaques contre l'élite du Liberia, y compris dans son propre entourage, n'ont pas suffi pour pousser ces hommes du sérail à l'insurrection, ses « forces de sécurité » ont continué à commettre des exécutions extrajudiciaires. Les organisations des droits de l'homme estiment que les meurtres de cette nature s'élèvent à plusieurs centaines pour l'année 2001³. Les forces de sécurité comptent au moins trois organisations qui ne sont pas soumises à un contrôle réglementaire ou législatif, ainsi que plusieurs milices privées placées sous la direction de partenaires d'affaires et d'autres associés de Taylor. Le pillage systématique du Trésor public auquel celui-ci se livre à ses propres fins – consacrant la moitié de toutes les dépenses officielles à la sécurité, essentiellement la sienne propre⁴ – devrait susciter un soutien populaire à l'insurrection. De surcroît, les salaires de la fonction publique (principale source d'emploi dans le secteur formel) n'ont pas été payés depuis dix mois, tandis que Taylor se place en partenaire principal dans quasiment tous les grands projets de la filière bois, mines et télécommunications du pays. Dans presque tous les domaines, l'économie est déliquescence, n'atteignant qu'un tiers à peine de ses niveaux d'avant

la guerre. Les 80 000 déplacés intérieurs et les quelque 200 000 réfugiés libériens en Guinée et en Côte d'Ivoire⁵ devraient fournir aux populations lésées d'amples motifs pour rejoindre le Lurd.

Les facteurs économiques, très présents au Liberia, ont ces dernières années été davantage retenus que les revendications populaires comme causes de conflit. Paul Collier affirme ainsi : « Les données sur les causes de conflit indiquent que les facteurs économiques en sont les principaux moteurs. La combinaison d'importantes exportations de matières premières, d'un bas niveau d'enseignement, d'un pourcentage élevé d'hommes jeunes et d'un déclin économique augmentent énormément les risques⁶. » L'informalisation extrême des économies locales offre de grandes possibilités à des insurgés comme ceux du Lurd pour recruter et entretenir des combattants : c'est ce que Collier et Hoeffler appellent le « modèle prédateur de rébellion⁷ ». Les rebelles peuvent aspirer au contrôle des champs de diamants alluvionnaires de la région de Tubmanburg, au Liberia, que le Lurd a attaquée en 2001 et 2002. Le fait de se servir soi-même avait aussi tenu une grande place dans la dernière guerre du Liberia. On estime par exemple que Taylor a empoché plus de 400 millions de dollars entre 1992 et 1996⁸. Stephen Ellis a souligné que, pendant la guerre, tous les groupes armés ont eu tendance à se livrer à « des attaques simulées, seulement destinées à faciliter le pillage [...], particulièrement dans les zones de ligne de front⁹ ». Des rapports disponibles sur le pillage perpétré par le Lurd et les forces gouvernementales révèlent généralement une prédation sur une plus grande échelle de la part de ces dernières, qui sont autorisées à « se payer elles-mêmes » dans le cadre d'une politique officielle consistant à ne pas verser de véritables salaires¹⁰.

3. US Department of State, *Country Reports on Human Rights Practices, 2001 : Liberia*, Washington, DC, 4 mars 2002, section 1(a), paragraphe 2.

4. International Monetary Fund, *Staff Report for the 2001 Article IV Consultation and Overdue Financial Obligations to the Fund*, Washington, DC, International Monetary Fund, 11 février 2002, p. 8.

5. Norwegian Refugee Council, *Profile of Internal Displacement : Liberia*, Genève, Norwegian Refugee Council, 21 mai 2002, p. 6.

6. P. Collier, « Doing well out of war : an economic perspective », in M. Berdal et D. Malone, *Greed and Grievance. Economic Agendas in Civil Wars*, Boulder, Co., Lynne Rienner, 2000, p. 110.

7. P. Collier et A. Hoeffler, *Loot-Seeking and Justice-Seeking in Civil War*, Washington, DC, World Bank Development Research Group, 1999.

8. M. Berdal et D. Malone, « Introduction », in M. Berdal et D. Malone, *Greed and Grievance...*, *op. cit.*, p. 5.

9. S. Ellis, *The Mask of Anarchy*, Londres, Hurst and Co., 1999, p. 145.

10. Human Rights Watch, *Back to the Brink : War Crimes by Liberian Government and Rebels*, Washington, DC, Human Rights Watch, mai 2002 ; International Crisis Group, *Liberia : Unravelling*, Bruxelles, ICG, 19 août 2002, p. 3.

Des régions d'exploitation du diamant ont été épisodiquement contrôlées par le Lurd depuis 2001. Les enquêteurs des Nations unies ont rapporté qu'« au moins douze districts miniers ont été occupés par les rebelles du Lurd, et plusieurs témoins oculaires ont dit avoir été contraints à laver du gravier brut pour en tirer des diamants pour les rebelles... Un commandant du Lurd interrogé par le Comité d'experts a aussi avoué que les soldats rebelles s'emparaient des diamants pendant leurs opérations et qu'ils les avaient vendus à des acheteurs en Guinée¹¹ ». Le Lurd contrôle également certaines zones de production de bois, mais ne contrôle aucun port par lequel le commercialiser ou convaincre des partenaires étrangers de fournir argent et armes en échange de grumes. S'ils entendent maximiser leurs intérêts selon un tel modèle, les commandants du Lurd devraient tenter de prendre possession d'un port – et les efforts militaires récents de l'insurrection suggèrent qu'ils cherchent à le faire. Cela expliquerait aussi pourquoi le Lurd cherche à s'emparer de la capitale au lieu de se construire un soutien par le biais de l'administration de zones libérées ou d'un effort d'éducation politique généralisée dans les zones qu'ils contrôlent. Comme Taylor, ils pourraient utiliser cette position pour consolider leur contrôle commercial sur les ressources naturelles. De plus, la perspective d'accumuler des richesses devrait fournir au Lurd une raison de constituer une structure militaire hiérarchisée plus efficace, ne serait-ce que pour maximiser son accès aux ressources du pillage.

Collier souligne par ailleurs le rôle crucial que les communautés de la diaspora peuvent jouer dans le financement des insurrections. Les organisateurs du Lurd tiennent compte de cette source de revenu, mettant beaucoup d'énergie à rencontrer les membres de la communauté libérienne aux États-Unis pour obtenir un soutien financier et recruter des experts militaires ayant combattu dans la guerre de 1989-1996. Le Lurd a une réserve d'au moins 15 000 Libériens expatriés résidant aux États-Unis sous le régime du statut de protection provisoire, dépendant du ministère de la Justice, en vigueur depuis 1991, qui empêche que des Libériens soient contraints à rentrer au Liberia. Beaucoup ont profité de cette occasion pour s'intégrer à la société américaine, y compris en y étudiant ou en y trouvant un emploi.

De même, la présence d'un grand nombre de jeunes gens armés dans la région offre au Lurd des ressources humaines substantielles pour la poursuite de ses objectifs militaires. Les responsables de l'Onu rapportent que seuls 6 500 des combattants démobilisés de la guerre de Sierra Leone, sur un total d'environ 72 000 qui pouvaient y prétendre, ont achevé un programme de formation agricole et professionnelle. De plus, 165 000 réfugiés sierraléonais sont toujours dans la région, notamment en Guinée, où le Lurd recrute¹²; des rapports révèlent qu'il recrute aussi dans la Sierra Leone voisine¹³. De leur

côté, les associés de Taylor cherchent également à enrôler d'anciens combattants des guerres du Liberia de 1989-1996 et de Sierra Leone. Certains des soldats de Taylor sont organisés dans d'autres milices encore, comme celle des Guerriers de la jungle¹⁴. Cependant, la position de Taylor comme chef d'État ne devrait pas lui donner un avantage particulier en cette matière, du moins à première vue.

Taylor devrait même, dans ces conditions, se trouver en position désavantageuse à de multiples égards, et le Lurd se montrer plus efficace. Dès lors que l'exploitation des ressources naturelles est une cause majeure de conflit, les agences internationales et les ONG promeuvent raisonnablement une réglementation plus étroite de la production et du commerce des ressources précieuses et portables, comme les diamants, afin de faire baisser le niveau du conflit. Bien qu'elle n'ait pas l'intention d'aider le Lurd, l'action internationale contribue à stabiliser le front militaire, car il est plus facile à des agences comme l'Onu d'appliquer des sanctions à des États membres qu'à des mouvements insurrectionnels. Les sanctions de l'Onu édictées en mai 2001 et motivées par le soutien de Taylor au Ruf (Front révolutionnaire uni) de Sierra Leone ont entraîné un déclin considérable du revenu des diamants exportés du Liberia à travers ses réseaux personnels. La plupart de ces diamants provenaient des zones de conflit et fournissaient à Taylor les fonds et les partenaires d'affaires lui permettant d'armer le Ruf et de combattre ses adversaires du Lurd. Même si les revenus de ce commerce étaient partagés avec d'autres, son existence procurait à Taylor une couverture pour exporter des diamants sierra-léonais et recevoir des armes en échange. Les exportations « libériennes » totales, telles qu'elles sont mesurées en Belgique, généraient un revenu brut annuel d'environ 250 millions de dollars à la fin des années 1990¹⁵, alors que l'exportation licite et illicite était estimée entre 10 et 15 millions de dollars en 2001¹⁶. Ce dernier chiffre est plus proche de la valeur réelle des diamants extraits au

11. United Nations Security Council, *Report of the Panel of Experts Appointed Pursuant to Security Council Resolution 1395*, United Nations Security Council, New York, 11 avril 2002, paragraphe 110.

12. United Nations Security Council, *Fourteenth Report of the Secretary-General on the United Nations Mission in Sierra Leone*, New York, United Nations Security Council, 19 juin 2002, paragraphes 20 et 35.

13. L'auteur a rencontré des gens se disant « recruteurs » du Lurd à Freetown en 2001 – qui se disaient aussi vendeurs de diamants. Voir aussi United Nations Security Council, *Fifteenth Report of the Secretary General on the United Nations Mission in Sierra Leone*, New York, United Nations Security Council, 5 septembre 2002, paragraphe 4.

14. International Crisis Group, *Liberia : Unravelling*, Bruxelles, ICG, 2002, p. 3.

15. I. Smillie, L. Gberie et R. Hazleton, *The Heart of the Matter : Sierra Leone Diamonds & Human Security*, Ottawa, Partnership Africa Canada, 2000, p. 29.

16. United Nations Security Council, *Report of the Panel of Experts...*, *op. cit.*, paragraphe 134.

Liberia même, et leur négoce devrait plus facilement se trouver au cœur de la lutte que se livrent le Lurd et les forces de Taylor, puisque ce dernier ne peut plus utiliser sa position pour organiser l'exportation de diamants extraits hors du Liberia.

Les sanctions de l'Onu incluent aussi des enquêtes sérieuses sur le transport aérien au Liberia, visant presque exclusivement à limiter l'accès de Taylor à des importations illicites d'armements. L'arrestation, en Europe, de trafiquants d'armes et de partenaires d'affaires de Taylor comme Leonid Minin, interpellé en 2000 par la police italienne alors qu'il était en train de couper de la cocaïne dans une chambre d'hôtel à Milan, devrait au moins entamer la capacité du président libérien à vaincre les rebelles et, *a fortiori*, à aider les insurgés dans d'autres pays. Grâce à Minin, 113 tonnes de munitions destinées au Liberia avaient été importées sous un certificat de destinataire signé au bénéfice de Taylor par le président de la Côte d'Ivoire d'alors, Robert Gueï. Ce dernier a également perdu les services de Victor Bout, trafiquant d'armes désigné dans les rapports d'enquête de l'Onu comme « vendeur d'armes présumé au régime taliban d'Afghanistan », et qui faisait l'objet d'une attention internationale plus étroite. Les autorités italiennes ont aussi arrêté, le 2 août 2002, Sanjivan Ruprah, associé en affaires avec Bout, détenteur d'un passeport diplomatique libyen, qui faisait office de vice-commissaire aux Affaires maritimes du Liberia.

Le gouvernement de Taylor est désormais privé de prêts extérieurs à la suite du non-paiement des 50 000 dollars symboliques mensuels sur les arriérés d'une dette multilatérale se montant à 2,6 milliards de dollars. Les responsables du FMI sont notamment préoccupés par le recours persistant de Taylor à des dépenses extrabudgétaires pour financer ses opérations de sécurité¹⁷. Pour couronner le tout, les entreprises qui opèrent au Liberia ont perdu le bénéfice de la couverture internationale d'assurance de guerre en janvier 2002. Conclure des affaires avec Taylor ou ses associés est donc beaucoup plus risqué, et revient dorénavant à traiter avec les rebelles.

Taylor est également susceptible de rendre compte personnellement de son rôle dans les conflits ouest-africains. Le Tribunal spécial établi par l'Onu en Sierra Leone pour juger les personnes accusées de violations graves des droits de l'homme ne prévoit pas d'immunité pour les chefs d'État en exercice. Le parlementaire américain Ed Royce, président du sous-comité Afrique de la Chambre des représentants, précise : « Le Tribunal spécial doit être soutenu de sorte qu'il puisse juger Charles Taylor et les autres responsables » du conflit en Sierra Leone¹⁸. On dit que Taylor a renoncé à une visite en France au début de 2002 (prévue en violation d'une interdiction de voyager de l'Onu) par crainte d'être arrêté et déféré devant à un tribunal international.

LES OBSTACLES RENCONTRÉS PAR LE LURD

La compétition pour le contrôle des ressources naturelles est un élément important pour comprendre le cours de la guerre du Liberia, et particulièrement l'échec du Lurd à capitaliser les griefs accumulés contre le règne de Taylor. Elle explique aussi l'organisation et les stratégies des groupes armés en Sierra Leone et en Angola, entre autres exemples. Pourtant, les intérêts individuels n'expliquent pas pourquoi le Lurd se montre si peu efficace dans les combats, ni ce mauvais traitement des populations, cet échec à articuler une idéologie et ce manque d'intérêt pour un recrutement massif, ou pour l'administration de zones libérées (et le semblable manque d'intérêt de Taylor pour l'administration des régions qu'il contrôle) dans certains lieux et pas d'autres, et pourquoi plus aujourd'hui qu'il y a trente ans ?

Considérer ce qui se passe ailleurs peut permettre de répondre à ces questions. Par exemple, on peut expliquer les conflits en cours dans les régions d'Aceh et des Moluques en Indonésie, riches en pétrole et en bois, par des intérêts personnels. Peut-être des aspirations à contrôler les réserves locales de pétrole motivent-elles les dirigeants de la rébellion séparatiste de la région d'Aceh de Sumatra ? Dans ce cas, certains dirigeants et nombre de combattants prétendant lutter pour l'autodétermination seraient en fait victimes d'une fausse conscience, dupés par la propagande de leaders mégalomanes en quête de gloire qui propagent de telles proclamations pour tromper leurs adhérents. De même, une analyse de l'insurrection islamiste des Moluques fondée sur l'hypothèse de la quête de ressources devrait imputer des intentions hautement instrumentalistes aux dirigeants qui convainquent les combattants de tuer au nom de la religion. Collier renvoie ce type de conduite apparemment irrationnelle à de telles assomptions instrumentalistes, affirmant que ces dirigeants inculquent un sentiment subjectif d'injustice, et que les « adeptes peuvent simplement avoir été trompés¹⁹ ». Si l'explication vaut pour les adeptes « irrationnels », il nous semble que les responsables du Lurd font preuve d'une remarquable sophistication en matière de politique et de programmes. Pourquoi, alors, le Lurd pâtit-il de dirigeants aussi incapables, quand la situation du Liberia est si terrible et que le pays compte un si grand nombre de gens

17. International Monetary Fund, « IMF concludes Article IV Consultation with Liberia », 18 juillet 2002.

18. « Statement of Chairman Ed Royce », 16 mai 2002.

19. P. Collier, *Economic Causes of Civil Conflict and their Implications for Policy*, Washington DC, World Bank Development Research Group, 15 juin 2000, p. 5.

insatisfaits ? Des dirigeants entreprenants *pourraient* certainement amener certains individus à combattre sous le drapeau d'une idéologie fallacieuse afin de renforcer leurs capacités offensives contre Taylor.

Une vision purement instrumentaliste des motivations individuelles explique difficilement pourquoi les dirigeants de certains groupes armés (non du Lurd, cependant) ne cèdent pas à l'enrichissement personnel, malgré de réelles opportunités, mais réussissent à maintenir la cohésion de leur groupe et à vaincre leurs opposants. Si l'abondance de ressources naturelles – ou de toute autre possibilité d'acquisition de rente – fournit des stimulants individuels propres à faire des gouvernements, comme des insurgés, des prédateurs, ceux qui ne le deviennent pas doivent se conduire irrationnellement, allant même jusqu'à saper leurs propres intérêts. Les talibans afghans en 2001 ont éradiqué 96 % de la production d'opium dans les territoires qu'ils contrôlaient, se privant ainsi d'un revenu estimé à 100 millions de dollars²⁰. Ils l'ont fait alors qu'ils défiaient d'autres exigences de la communauté internationale et qu'ils combattaient d'autres groupes pour le contrôle de parties du pays, et cette attitude a duré jusqu'aux attaques du 11 septembre aux États-Unis qui ont provoqué leur chute. De plus, après plus de vingt ans de guerre, l'Afghanistan avait d'énormes réserves d'armements à sa disposition, ainsi que d'hommes jeunes qui savaient s'en servir. Le comportement des talibans suggère d'autres motivations. Ils ont expliqué aux Afghans et aux autres qu'il était mal pour les musulmans de consommer des drogues, et qu'en produire à l'usage de non-croyants était déjà en soi dangereux. Ils ont maintenu leur objectif idéologique et programmatique, montrant par là que la disponibilité de ressources et de rackets ne prédestine pas en elle-même une organisation à un registre étroit de comportement.

Une autre vision instrumentaliste suggère que les talibans ont cessé de produire des drogues afin d'obtenir une reconnaissance internationale. Leur échec à cet égard (bien qu'ils se soient emparés de la capitale) montre comment les évolutions de la diplomatie désavantagent les insurrections qui n'épousent pas des modèles acceptables par les grandes puissances, même si les combattants l'emportent sur le champ de bataille. Quelle qu'ait été leur chance d'être reconnus à la fin des années 1990, elle a disparu avec la réprobation internationale face à l'asile qu'ils accordaient aux terroristes, particulièrement après l'attaque contre les ambassades américaines en Afrique en 1998 et celle contre le navire du guerre américain au Yémen en 2000, attaques liées à Osama Ben Laden, le plus célèbre hôte des talibans. De même, le Ruf de Sierra Leone échoua-t-il à gagner la reconnaissance internationale après s'être emparé de la capitale en 1997 principalement parce qu'il était perçu comme un partenaire non fiable après qu'il eut violé un accord de 1996 stipulant qu'il devait déposer les armes et se transformer en parti politique civil.

Ces différences importantes dans l'organisation interne, dans les buts et dans les discours de justification des groupes armés ne révèlent pas seulement les limites de la thèse qui privilégie l'explication des conflits et de leur nature par les ressources naturelles. Elles soulèvent des questions plus intéressantes, par exemple sur les raisons qui font que la prédation est plus importante au sein du Lurd ou du gouvernement de Charles Taylor que chez les talibans ou d'autres groupes islamistes, ou encore dans des insurrections plus anciennes en Afrique comme le NRM (Mouvement de résistance nationale) de l'actuel président ougandais, Yoweri Museveni. Le NRM s'est beaucoup employé, au début des années 1980, à constituer des zones libérées et à diffuser une propagande auprès des populations locales, plutôt qu'à se livrer au commerce des diamants avec ses voisins congolais ou à exploiter l'or comme les groupes armés actuels, y compris l'armée nationale de l'Ouganda. Plus généralement, pourquoi certains groupes poursuivent-ils une idée d'autodétermination ou un idéal puritain alors qu'ils pourraient piller ? Certainement, la situation dramatique dans lequel se trouve le Liberia devrait permettre au Lurd de construire un projet et de s'organiser en conséquence. Et, si la piétaille peut être dupée par des dirigeants calculateurs, les commandants du Lurd se trouveraient, eux, dans une situation personnelle plus propice à la formulation d'un programme, que ce soit en tant que réformateurs, zélotes ou entrepreneurs. De même, si la communauté internationale est aujourd'hui plus regardante sur les rébellions qu'elle peut tolérer, la direction du Lurd peut y trouver une forte incitation à se présenter comme une alternative réformatrice au régime de Taylor en promettant de remplacer la prédation effrénée de celui-ci (et ses contacts avec des criminels internationaux) par une structure ressemblant davantage à un État. Qu'est-ce qui explique l'absence d'une revendication centrale forte autour de laquelle organiser les combattants du Lurd, indépendamment du fait qu'ils pillent ou non ? Il semblerait qu'une alternative basée sur un programme ou une idéologie inciterait des commandants entrepreneurs à canaliser les ressources afin de renforcer leur propre pouvoir et améliorer les perspectives de l'organisation.

EFFONDREMENT DE L'ÉTAT SANS RÉVOLUTIONNAIRES

On a du mal à se rappeler combien le Liberia, mais aussi une bonne part de l'Afrique, était différent il y a trente ans. On pouvait alors détester l'ineptie et la soif de pouvoir des dirigeants. L'idée de modernisation et de construction

20. United Nations Drug Control Monitoring Programme, *Afghanistan Annual Opium Poppy Survey 2001*, Islamabad, UNDCP, septembre 2001, pp. iii et 11.

de l'État était déjà à l'ordre du jour dans l'Afrique postcoloniale, même si elle n'était pas mise en pratique. Les choses sont tout autres aujourd'hui. En Sierra Leone, où le Lurd recrute certains de ses membres, plusieurs milliers de citoyens de la capitale ont manifesté en octobre 2000 au stade national pour exiger, entre autres choses, la réinstallation du pouvoir colonial britannique après que les troupes britanniques eurent repoussé les rebelles du Ruf qui menaçaient une mission de maintien de la paix de l'Onu. Même s'ils ne peuvent tenir lieu d'enquête scientifique, les forums de débat sur Internet, fréquentés par ces mêmes jeunes gens instruits qui avaient auparavant formé le noyau de cadres des rébellions, sont éclairants. Quelqu'un y dit : « Cela fait si mal d'être impuissant et de devoir regarder tout tomber en poussière, et puis d'être dominé par des terroristes du genre de Charles Taylor, Khadafi, des commandos du genre burkinais et des mafias du genre du cartel colombien de la drogue. Ceux d'entre vous qui avez eu la chance de voir les "bons vieux temps" de la colonisation seraient d'accord pour dire que les bénéfices du pouvoir britannique dépassent mille fois la prospérité qu'ont amenée les hommes politiques des trois dernières décennies²¹. » Les éditoriaux pessimistes sont la denrée principale des éditions spéciales de l'anniversaire de l'Indépendance dans les journaux de certains pays africains. Bien que très peu expriment un désir de revenir à la domination coloniale, beaucoup mettent en cause ce qui a été réalisé depuis l'indépendance. De même, des intellectuels aussi importants qu'Ali Mazrui vont jusqu'à se demander si certains États africains ne devraient pas cesser d'être indépendants²².

Contrastant avec aujourd'hui, on trouvait dans le Liberia des années 1970 des mouvements réformateurs populaires comme le Mouvement pour la justice en Afrique (Moja). Fondé en 1973 par des universitaires et des étudiants, le Moja formait et mobilisait l'opinion publique dans le but d'apporter un soutien matériel aux guerres menées contre les forces coloniales portugaises en Afrique et au combat contre l'apartheid en Afrique du Sud. Le mouvement encourageait la discussion des questions locales. Au début de 1980, le Moja s'allia avec d'autres groupes pour exiger la tenue d'élections, formant ainsi le noyau d'un mouvement réformiste qui fut réprimé plus tard après un coup d'État. Le Pal (Alliance progressiste du Liberia), un groupe formé en 1975 par des Libériens résidant aux États-Unis, ouvrit des bureaux à Monrovia en 1978 pour mobiliser les chômeurs et les sous-employés des villes en faveur d'un programme de réformes.

Où sont, aujourd'hui, des organisateurs comme ceux-là ? Comme on l'a noté, l'économie du Liberia s'est stabilisée après la guerre civile à un niveau près de trois fois inférieur au niveau de revenu par tête d'avant-guerre. Selon les statistiques auxquelles on prête crédit, il y aurait 140 médecins dans le

pays²³. Le Liberia est devenu si marginal en termes macroéconomiques qu'il ne serait pratiquement possible, pour une personne instruite, de revenir au pays que sur une base de volontariat ou avec un soutien extérieur. Les services de santé publics, par exemple, emploient aujourd'hui environ 25 médecins, qu'ils paient 80 dollars par mois, comparés aux 450 qu'ils rétribuaient avant la guerre. Le fossé qui se creuse entre la prospérité des économies du Nord et la décrépitude et l'insignifiance économique de pays comme le Liberia est devenu si large que la plupart de ceux qui sont instruits, ou au moins qui veulent agir, envisagent sérieusement de partir. Ils abandonnent le pays à ceux qui ne peuvent pas partir – les jeunes hommes de moindre condition qui ont grandi depuis 1989 dans un pays quasiment privé de système d'enseignement efficace. Comme en Sierra Leone, il n'y a pas d'économie dans laquelle puissent s'intégrer les anciens combattants, sinon dans les réseaux informels et illicites que beaucoup d'analystes considèrent comme des sources de financement des conflits. Nombre des démobilisés n'ont jamais fréquenté une vraie école, la guerre du Liberia ayant commencé en 1989. Pour certains d'entre eux, le Lurd constitue une alternative acceptable, à défaut d'être idéale, pour gagner de quoi vivre, comme c'est le cas pour l'affiliation à l'une des nombreuses milices placées sous le contrôle de Taylor et de ses associés.

Des migrations massives et une implosion économique du même type caractérisent les conflits dans d'autres lieux devenus marginaux pour l'économie mondiale et connaissant un déclin économique à long terme. La Tchétchénie, par exemple, comptait avant la guerre environ un million d'habitants. On estime actuellement sa population à 40 000 personnes. Comme les médecins, les avocats et les comptables libériens, les ingénieurs et les agronomes tchéchéniens ont fui – vers Moscou, notamment –, solution alternative à la lutte pour changer le gouvernement de leur patrie. Les Tchétchéniens officiellement enregistrés à Moscou en 1991 étaient au nombre de 3 000 ; ils sont plus de 80 000 en 2001²⁴. Les Tchétchéniens qui possèdent des compétences et un capital utilisables ailleurs ont fui le désastre économique, en partie parce qu'ils sont plus

21. <www.slix.cx/bboards/messages/2618.html>.

22. A. Mazrui, « The blood of experience : the failed state and political collapse in Africa », *World Policy Journal*, 12 (1), printemps 1995, pp. 28-34.

23. Ministry of Health and Social Welfare, *Annual Report*, Monrovia, Ministry of Health and Social Welfare, 2001, p. 3. L'auteur connaît l'existence d'au moins trois médecins libériens dans les banlieues nord de Chicago.

24. G. Vitkovskaya, *Post Soviet Migrations*, Moscou, Carnegie Foundation, 2000, p. 18.

à même de le faire qu'avant et en partie parce que le contraste entre la pauvreté et la violence de leur pays et les possibilités et le refuge qu'ils trouvent ailleurs est abyssal.

La possibilité qu'ont certains de s'enfuir fait qu'ils laissent derrière eux à la direction du Lurd un genre particulier de leaders marginalisés ou particulièrement entreprenants. Bien que beaucoup de Libériens instruits se soucient de ce qui arrive à leur pays, peu abandonneront une carrière dans une université américaine, une maison confortable dans une banlieue agréable, ou même un emploi de chauffeur de taxi, quand ce revenu leur permet d'envoyer leurs enfants à l'école pour leur assurer un avenir prospère et sûr dans un pays qu'ils considéreront comme le leur.

Cette absence laisse le champ libre à ceux qui possèdent les compétences particulières pour l'exploitation des occasions économiques de prédation et sont particulièrement doués pour utiliser la violence – ou simplement qui n'ont guère d'autres perspectives, ce qui est le profil le plus fréquent parmi les combattants. La direction disparate du groupe inclut des gens comme Sekou Dammate Conneh, qui tient d'être président du Conseil exécutif national du Lurd au fait que sa femme est une *féticheuse* du président Conté en Guinée. Celle-ci est crainte dans l'entourage de Conté car ce dernier a déjà limogé des membres de son cabinet ou fait assassiner des opposants à la suite de certaines de ses visions. Le président guinéen soutient aussi la position d'Alhaji Kromah dans le Lurd. Kromah avait combattu Taylor pendant la guerre de 1989-1996 au Liberia à la tête de l'Ulimo-K, une fraction dissidente d'une faction que les autorités sierra-léonaises avaient aidé à mettre sur pied pour combattre Taylor par procuration peu après l'invasion du Liberia par le Ruf en 1991. Kromah expliquait alors qu'il se battait au nom de la communauté mandingue minoritaire, qui avait particulièrement souffert aux mains des combattants du NPLF de Taylor. Cela ne l'empêcha pas de s'allier à Taylor en 1996 pour combattre un troisième chef de faction, avant que Taylor ne se retourne contre Kromah et ne l'oblige à fuir le Liberia.

Dans ces conditions, Kromah bénéficie de peu de soutien populaire hors d'un groupe limité, et il est compromis par son implication dans la dernière guerre du Liberia. Mais Conté se soucie moins de l'efficacité de Kromah dans le Lurd que du fait qu'il a trouvé en lui un moyen de pression qu'il peut utiliser contre Taylor sans renforcer la position de groupes plus dangereux au sein même de la Guinée, et qui pourraient s'opposer à lui au cas où le Lurd l'emporterait sur Taylor. Conté se méfie particulièrement des communautés kissi et loma qui chevauchent la frontière entre le Liberia et la Guinée et ont des griefs contre Taylor et contre lui ; il préfère un Lurd très désorganisé et politiquement faible, juste assez fort pour obliger Taylor à s'occuper d'abord de sa propre sécurité.

Un des résultats de cette stratégie est que les instructeurs militaires britanniques n'ont pas été impressionnés par la capacité du Lurd à interdire le passage des rebelles du Ruf entre le Liberia et la Sierra Leone *via* la Guinée en 2000-2001. Après que les Britanniques qui soutenaient le gouvernement sierra-léonais eurent reconnu que Taylor était impliqué dans le soutien aux rebelles de Sierra Leone, le Lurd a perdu une autre chance de se présenter comme une alternative viable à Taylor.

Charles Julue, un Krahn sans liens avec Kromah, est un autre prétendant à la direction du Lurd. En 1985, il s'était personnellement chargé d'exécutions sommaires et d'une répression massive après un coup d'État manqué contre son patron²⁵. Plus tard, en 1994, sa propre tentative de coup d'État éclair échoua. Après s'être échappé de la prison de Monrovia pendant les affrontements de 1996, Julue tenta de recruter des coreligionnaires krahn qui avaient comme lui combattu pendant la guerre de 1989-1996 et estimaient que les factions du Lurd dominées par les mandingues et les musulmans leur étaient hostiles. L'entreprise de Julue n'a jamais vraiment porté, en partie du fait de son âge avancé, mais surtout de son association avec des hommes politiques discrédités.

Les divisions ethniques au sein du Lurd posent aussi un problème au président de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo, également désireux d'utiliser une force rebelle à son profit contre Taylor. Comme Conté, Gbagbo craignait les ingérences de Taylor, surtout après que celui-ci eut donné refuge à Robert Gueï, remplacé par Gbagbo à la présidence lors d'un soulèvement populaire. Après avoir dans un premier temps fui au Liberia, Gueï est revenu en Côte d'Ivoire avec des hommes armés issus des milices de Charles Taylor, ce que Gbagbo ne put empêcher. Ce dernier tenta ensuite de créer un « Lurd oriental » pour tenir Taylor en échec. Un représentant du gouvernement de Côte d'Ivoire rencontra aux États-Unis des Libériens krahn qui avaient combattu en 1989-1996, dans le but d'explorer les possibilités d'ouvrir un nouveau front contre Taylor. Il fallait que Gbagbo garde un contrôle strict sur ce groupe, car il ne pouvait se permettre de stimuler l'énergie de jeunes combattants appartenant à un groupe installé de part et d'autre de la frontière de la Côte d'Ivoire avec le Liberia. Doter ainsi ces jeunes gens d'un tel pouvoir risquait d'apparaître comme un message à d'autres dans son propre pays : eux aussi pouvaient prendre dans leurs propres mains la lutte politique. Quoi qu'il en soit, les envoyés de Gbagbo

25. Lawyer's Committee for Human Rights, *Liberia. A Promise Betrayed*, New York, Lawyer's Committee for Human Rights, 1986.

n'obtinrent pas grand succès. Malgré la perspective d'une aide ivoirienne, il semble que les émissaires éveillèrent peu d'intérêt parmi les commandants militaires krahn les plus importants, qui ont choisi depuis des carrières plus paisibles et profitables comme civils hors du Liberia²⁶.

Ces modes d'ingérence étrangère dans le conflit du Liberia renforcent la difficulté du Lurd à trouver une cohérence politique et une efficacité militaire. Les insurgés de la guerre froide qui avaient lutté sous le drapeau d'idéologies, comme le Frelimo du Mozambique, ou pour des principes largement reconnus, comme l'ANC d'Afrique du Sud, pouvaient compter sur un soutien matériel plus important de sympathisants idéologiques à l'étranger. Les explications des guerres en termes de ressources naturelles ne tiennent pas compte des ressources de l'époque antérieure – qui étaient des possibilités de rente en ce sens qu'elles exigeaient peu d'investissement –, que des gens motivés idéologiquement pouvaient utiliser pour récompenser les disciples, ou s'accaparer. Même si les bénéficiaires calculaient comment maximiser leurs revenus, ils devaient présenter une façade idéologique et un programme politique convaincants à leurs soutiens – ce qui aurait éliminé nombre de « personnalités opportunistes » qui dominent l'histoire récente du Liberia et qui ont été de tout temps un problème pour les insurrections. C'était une condition préalable à l'octroi de l'aide étrangère, sauf quand les soutiens extérieurs utilisaient les insurgés seulement comme des instruments contre un ennemi commun.

Les programmes idéologiques ne sont plus importants pour les donateurs ni pour les insurgés. Le marxisme ne présente plus d'attrait particulier pour les dirigeants du Lurd, et aucun donateur n'est prêt à soutenir un tel engagement²⁷. Les idées qu'exprime le Troisième Principe universel dans le *Livre vert* du leader libyen Khadafi en ont bien attiré quelques-uns, mais ce soutien a reflué lorsque ont été connues en Afrique de l'Ouest les nouvelles d'attaques libyennes contre des travailleurs africains à l'automne 2000. On a vu apparaître des tee-shirts à l'effigie d'Osama Ben Laden sur des marchés du Liberia et d'autres pays ouest-africains après le 11 septembre. « Trop saoudien », dit un de mes informateurs en dénonçant la trop grande réclusion des femmes, qui « n'est pas le genre de l'Afrique ». Des photographies de Ben Laden se trouvent ainsi en concurrence avec le logo de Wu-Tang Clan, un groupe de rap américain à succès dont certaines chansons sont violemment anti-Ben Laden. Maintenant que les « diamants du sang » sont présentés comme liés au sang versé par al-Qaeda, il est plus difficile encore pour des groupes comme le Lurd de mobiliser des ressources et d'établir des liens avec des sympathisants extérieurs, y compris dans la diaspora libérienne²⁸. Les pensées monumentales du grand leader Kim il Sung sont gênées par un problème de traduction, malgré l'effort considérable du gouvernement nord-coréen pour diffuser les

œuvres complètes de son dirigeant. Le Zimbabwéen Robert Mugabe attire quelques soutiens dans sa croisade anticoloniale, mais l'enjeu foncier populiste qu'il brandit rencontre peu de consistance hors de l'Afrique du Sud voisine.

L'AVANTAGE MAINTENU DE TAYLOR : LA SOUVERAINÉTÉ

Même si les perspectives et les réalisations du Lurd sont désastreuses, cette insurrection se conduit d'une façon très analogue à celle du gouvernement prédateur de Taylor. Un examen plus attentif révèle que la souveraineté dont jouit Taylor comme chef de la république du Liberia lui procure des avantages importants et a des conséquences sur la réponse du Lurd, et ce malgré les sanctions de l'Onu contre son gouvernement. De fait, les sanctions constituent un dilemme. Comme l'a noté l'International Crisis Group, « des années de sanctions risquent de ne faire que pousser encore plus le Liberia vers la décadence de l'État où des milices à même de se payer elles-mêmes par le pillage contrôlent dans les faits de larges portions du pays²⁹ ».

La communauté internationale a besoin de Taylor pour empêcher que les factions libériennes, y compris le Lurd, ne ramènent le pays à sa condition de 1989 à 1996 : guerre sans issue et crise humanitaire. La communauté internationale pourrait agir de manière plus concertée et mobiliser des ressources pour le contraindre à quitter le pouvoir, mais cela coûterait cher à la fois politiquement et économiquement. En Sierra Leone, par exemple, la force de maintien de la paix de l'Onu n'apporte une stabilité et un ordre relatifs au pays qu'au prix du déploiement de 17 400 hommes, soit 700 millions de dollars pour l'année fiscale 2001-2002, alors que le gouvernement de Freetown n'a pu lever que 10 millions de revenus intérieurs³⁰. Par ailleurs, les agences de l'Onu ont demandé un milliard de dollars d'aide à la reconstruction d'un pays de 4,5 millions d'habitants. Il n'y a pas de fin visible à l'intervention en Sierra Leone, pas plus qu'il n'y a pour le pays de perspective de pouvoir subsister sans une aide internationale massive. La lassitude que manifestent les capitales étrangères à remplir leurs engagements et la prolifération des protectorats internationaux – Kosovo, Bosnie, Afghanistan, par exemple – réduisent l'intérêt d'un changement radical au Liberia.

26. Entretien, 23 septembre 2002.

27. Le paragraphe qui suit est fondé sur des entretiens avec des membres et sympathisants du Lurd.

28. J. Rupert, « Al-Qaeda cash tied to diamond trade », *Washington Post*, 2 novembre 2001, p. 1.

29. International Crisis Group, *Liberia : Unravelling*, op. cit., p. 10.

30. United Nations Security Council, *Thirteenth Report of the Secretary General on the United Nations Mission in Sierra Leone*, New York, United Nations, 14 mars 2002, p. 10.

Ces limites à l'intervention extérieure, couplées au statut diplomatique formel de Taylor comme chef d'État, suffisent à ce dernier pour protéger ses trafics et pour entretenir des contacts « légitimes » avec ses amis basés en dehors du continent. Avant l'imposition de sanctions, Taylor cultivait le soutien de quelques sympathisants membres du Black Congressional Caucus du Congrès américain, incitant même certains d'entre eux à lui rendre visite officiellement. Le député du New Jersey Donald Payne a, par exemple, assisté à sa prise de fonctions en 1997. Les efforts des gouvernements chinois et français pour exclure le commerce du bois des sanctions onusiennes contre le Liberia constituent une aide encore plus précieuse pour Taylor. Cela lui permet notamment de faire affaire avec l'entreprise est-asiatique Oriental Timber, accusée de lui procurer argent et soutien logistique pour entretenir des milices armées³¹. Les opérations sylvicoles figurent aussi parmi les affaires de Kuku Dennis (« Général la Mort »), qui a des droits d'exploitation dans le comté de Nimba. Oscar Cooper, un autre associé d'affaires de Taylor, entretient une armée privée dans le comté de Sinoé et fournit des gardes pour l'entrepôt de bois brut destiné à l'exportation d'Oriental Timber. Certaines de ces milices privées, et d'autres, ont été recrutées dans la lutte contre le Lurd.

Taylor se sert aussi de ses contacts français (et des affaires d'une de ses femmes en France) pour organiser ses services de télécommunications. Il est ainsi l'un des principaux actionnaires de Lone Star Telecommunications, qui est le fournisseur le plus important de téléphonie longue distance et de services Internet dans le pays. Cette capacité à régler les contacts outre frontière lui donne accès à un revenu personnel. Ceux qui appellent des numéros de téléphone cellulaires Lone Star peuvent composer le code pays 377 de Monaco, et non le 231 qui est celui du Liberia. Cela est bien utile à qui veut dissimuler des transactions et effacer les traces menant au Liberia, puisque cela permet de recevoir les appels à un endroit puis de protéger leur réorientation³². Le téléphone permet aussi à Taylor de savoir ce que font ceux qui travaillent pour lui ; l'auteur de cet article a eu plus d'une fois un de ses entretiens hors du Liberia interrompu par un appel de Taylor ou de ses associés. De même, en Afrique de l'Ouest, certains « réfugiés » libériens bien habillés qui affichent leur téléphone portable créent le soupçon, parmi les communautés libériennes locales, qu'ils travaillent pour Taylor. Que cela soit vrai ou non, la réputation de Taylor comme homme ligue des télécoms fait que les critiques prétendent qu'il est expert en surveillance personnelle.

La protection qu'offre la souveraineté aux affaires de Taylor lui permet de centraliser considérablement la prédation. Dans la mesure où il convertit ses opérations de négoce en avantage militaire, il est moins poussé à partager les revenus de ses commerces. En fait, restreindre le cercle de ses associés simplifie

la tâche de maintien de la discipline en leur sein. Ironiquement, le bouclier de la souveraineté permet un plus grand effondrement de l'État et de la gouvernance au profit d'une sphère extrêmement restreinte, privatisée et violente. Ce qui, à son tour, réduit encore toute perspective que des Libériens instruits ou entrepreneurs puissent trouver un avenir dans leur propre pays. Taylor a prévenu les responsables de l'agence régulatrice des forêts du gouvernement libérien que les ressources en bois relevaient de son domaine réservé et de sa cassette personnelle. La disparition mystérieuse d'un des principaux régulateurs forestiers est venue renforcer l'avertissement.

La souveraineté procure à Taylor des avantages tactiques immédiats par rapport au Lurd. L'autorité avec laquelle il peut enjoindre aux diplomates étrangers et aux représentants des agences humanitaires de se limiter à la région de Monrovia « pour leur propre sécurité » a fait naître le soupçon que les attaques du Lurd pouvaient ne pas être aussi graves ou si importantes que ne le prétend le gouvernement. De même, les journalistes ne sont pas emmenés sur les lieux des combats et le gouvernement impose un contrôle des moyens d'information. Les médias gouvernementaux préfèrent dépeindre les attaques du Lurd comme « graves » plutôt que de minimiser ses activités, afin de limiter le soutien que celles-ci pourraient susciter. Même si les problèmes d'accès sont réels et font qu'il est difficile de vérifier ces soupçons, très fréquents chez certains militants restés au Liberia, il ne fait pas de doute que le Lurd existe et qu'il constitue une menace pour le gouvernement de Taylor. Pourtant, il y a des raisons de soupçonner que celui-ci met en scène la perspective d'une urgence humanitaire afin d'amener l'Onu à limiter les sanctions à son encontre.

Dans la mesure où les journalistes ont rarement le droit d'aller dans les zones de conflit, il apparaît difficile de vérifier qui y est engagé. En février 2002, par exemple, des réfugiés de Kley Junction, à environ 35 kilomètres de Monrovia, ont dit avoir entendu des coups de feu, puis s'être trouvés face à des soldats gouvernementaux qui leur ont intimé l'ordre de déguerpir. Peu après, Taylor déclarait l'état d'urgence, sous lequel nombre de militants encore présents à Monrovia furent arrêtés. Des réfugiés de Zorzor, une ville située au nord de Monrovia, affirment aussi que des soldats gouvernementaux leur ont ordonné de déguerpir. Si les raisons de ces injonctions restent incertaines, il

31. Global Witness, *Taylor-made : the Pivotal Role of Liberia's Forests and Flag of Convenience in Regional Conflict*, Londres, Global Witness, septembre 2001.

32. Cela a aussi un intérêt financier puisque les appels outremer sont acheminés *via* l'Europe mais facturés aux taux africains, qui sont plus élevés. Le propriétaire du commutateur reçoit ainsi une plus grande part de ce qui est facturé à l'utilisateur.

est probable que des soldats non payés aient profité du chaos pour se livrer au pillage. De telles situations donnent des occasions aux autorités libériennes d'insister sur la gravité du problème des déplacés au Liberia, et d'en appeler à l'assistance étrangère. Taylor utilise aussi la présumée gravité des attaques et du désordre qui en résulte pour justifier le fait que le Liberia devrait être autorisé à recevoir des « matériels pour sa défense » en dépit des sanctions de l'Onu, car un « génocide » se déroule dans le pays³³. S'il n'y a pas, répétons-le, de doute que le Lurd existe et qu'il mène bien des offensives, il est possible que celles-ci ne soient pas aussi graves que ne le déclare le gouvernement du Liberia.

Enfin, la position de Taylor comme chef de l'État l'autorise à jouir des bénéfices de la Charte de 1963 de l'Organisation de l'unité africaine codifiant la décision des dirigeants africains de ne pas mettre en cause l'existence des frontières internationales existantes. Des normes internationales plus larges qui interdisent les modifications de frontières assurent ainsi au Liberia de ne pas disparaître comme entité légale. Même les dirigeants d'Israël, par exemple, ne peuvent par réalisme élémentaire envisager une annexion formelle de tous les Territoires occupés et s'attendre à ce que le reste du monde l'entérine. Au début du xx^e siècle, le choix pour les Israéliens aurait été clair : comme beaucoup d'États avant eux, ils auraient utilisé leur supériorité militaire pour occuper et revendiquer le territoire conquis par un réaménagement de frontière qui aurait reçu la reconnaissance d'un grand nombre d'États.

Le Lurd est confronté à des obstacles considérables pour créer sa propre communauté politique nouvelle dans les conditions actuelles. Privé du recours à des modèles idéologiques, ses dirigeants ont du mal à définir leur propre vision. Ils se battent seulement pour conquérir le Liberia, et s'en accommodent. De plus, les conditions inégales dans lesquelles ils doivent agir ne cessent d'empirer, ce qui pousse au départ les opposants aux despotes qui régissent le Liberia les plus compétents et augurant d'un avenir plus positif. Le problème de la rébellion au Liberia n'est pas l'abondance des ressources du pays. C'est bien plus l'effondrement de l'État et les conditions sociales que celui-ci crée qui sous-tendent les conditions particulières qui mènent aux « guerres pour les ressources » actuelles.

Si cette analyse est juste, le Lurd ne va pas tracer par la lutte son chemin vers le pouvoir (à moins qu'un parrain étranger ne l'y aide). Taylor va rester au pouvoir toute sa vie. Bien que sa souveraineté se révèle à l'avenir un atout plus fragile du fait de sa rapacité, les étrangers craignent qu'un Liberia post-Taylor soit pire que l'actuel, en partie parce qu'ils n'ont pas confiance dans des organisations comme le Lurd pour mieux diriger le pays. Comme Taylor l'a affirmé sur le ton de la menace quand on lui demanda ce qui arriverait s'il était

contraint à quitter le pouvoir : « Le Liberia connaîtrait des troubles pour plus d'un quart de siècle. Il y a assez d'hommes forts disséminés dans la République maintenant, et celle-ci est suffisamment décentralisée, pour que le Liberia éclate en plusieurs petits États, car plusieurs figures sont capables d'agir en ne comptant que sur leurs propres forces pendant des années³⁴. » L'expérience du Liberia invalide les anciens modèles d'insurrection. C'est cet effondrement de l'État qui est la cause tant de la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles que de l'insurrection prédatrice à laquelle Taylor s'est si bien adapté ■

William Reno,

Norhtwestern University

Traduit par Christine Messiant

33. IRIN, 10 mai 2002.

34. « Interview with the President », *The News* (Monrovia), 23 juillet 2002, p. 2.